

A Lomé, la fronde contre Gnassingbé s'étend

Dans le quartier d'Agoé, acquis au pouvoir togolais, l'opposant Tikpi Atchadam gagne des soutiens



REPORTAGE

LOMÉ - envoyé spécial

Faure Gnassingbé, président togolais solidement assis sur son siège depuis douze ans, n'a probablement jamais entendu parler d'Abakar M., honorable chauffeur routier de 42 ans et père de deux enfants qui tire le diable par la queue dans le quartier d'Agoé, à la sortie de Lomé. Le chef de l'État devrait pourtant s'en méfier. Abakar appartient à cette communauté grandissante, à Agoé et dans le nord du pays, d'anciens électeurs acquis au pouvoir qui ont brusquement rejoint les rangs de l'opposition. Ils ont été convertis par les discours de Tikpi Atchadam, fondateur en 2014 du Parti national panafricain (PNP) qui peut potentiellement chambouler la scène politique togolaise.

Assis derrière une bière à la terrasse d'une buvette dressée dans une rue sablonneuse d'Agoé, Abakar, musulman à ses heures perdues, se prépare à rejoindre, le 21 septembre, le défilé du PNP.

Ce jour-là, comme la veille, comme les 6 et 7 septembre, quelques dizaines de milliers de manifestants déboulaient dans les rues de la capitale à l'appel de quatorze partis d'opposition pour demander le départ de Faure Gnassingbé, au pouvoir depuis la mort de son père, Eyadéma Gnassingbé, indéboulonnable et inflexible chef de l'État togolais de 1967 à 2005.

« Cinquante ans sous le joug d'une même famille, c'est trop

long ! », répète Abakar. Le slogan est en vogue. Mais ce qu'Abakar critique surtout, c'est de devoir se contenter d'un salaire mensuel de 30 000 francs CFA (environ 45 euros). « C'est après avoir mangé qu'on pense à s'habiller, résume-t-il. C'est de pire en pire. »

« Tikpi ou rien »

Un demi-siècle de pouvoir sans guère de partage – seule la Corée du Nord fait mieux –, ça use nécessairement. L'argument est d'un simplisme fédérateur pour l'opposition. En 2015 pourtant, Abakar avait voté pour Faure Gnassingbé et son parti, l'Union pour la République (UNIR). Et la famille régnait déjà depuis un bail. Ça ne dérangeait pas Abakar. « Faure est mon frère du Nord, explique-t-il. Son père nous expliquait que, si on ne soutenait pas le pouvoir, les gens du Sud nous chasseraient d'ici. C'était un vrai chef, il savait taper du poing sur la table. Faure, on ne le voit pas, on ne l'entend pas, on ne sait même pas de quelle religion il est. »

Le quartier d'Agoé a accueilli l'exode rural d'une population du Nord choyée dans les mots par le pouvoir mais délaissée dans les faits. Abakar y est chez lui depuis trente ans. Et soudain, Agoé se rebelle. « C'est l'un des rares quartiers de la capitale où le parti au pouvoir concurrentiel l'opposition », explique Abel Klussey, né à Agoé et jeune diplômé en sciences politiques. « C'était avant l'arrivée de Tikpi Atchadam. Il a trouvé les mots pour parler de la crise économique et sociale », ajoute-t-il.

Originnaire de la région de Sokodé (centre nord), Tikpi Atchadam a aussi brusquement donné un coup de vieux à l'opposition historique enlisée depuis des années dans une lutte vaine menée par Jean-Pierre Fabre et son Alliance nationale pour le changement (ANC). « Il fait bouger les lignes. C'est la première fois qu'un leader du Nord plétine les plates-bandes du parti au pouvoir », reconnaît, presque à regret, Isabelle Ameganvi, présidente du groupe parlementaire ANC.

Les 20 et 21 septembre, les militants de l'ANC et de ses alliés – qui fournissent toujours l'essentiel des manifestants dans les rues de la capitale – ne se sont pas vraiment mélangés. « Il y a une unité d'action, un objectif commun, mais pas de coalition », nous a expliqué Tikpi Atchadam, rencontré dans sa villa d'Agoé et qui s'élève contre la propagande voulant réduire son mouvement dans la seule défense, ethnique et religieuse, de sa communauté musulmane, les Tem. Emmanuel, mécanicien, n'est ni intello ni musulman. Il est catholique, originaire d'une région méridionale frontalière du Bénin. « Pour moi, avant, c'était l'ANC ou rien. Maintenant, c'est Tikpi ou rien. Jean-Pierre Fabre est usé », justifie-t-il.

Ni drones ou sonos hurlantes

Des rubans rouges, la couleur du PNP, flottaient dans l'air durant les manifestations de septembre à Agoé. Mais il n'y avait là aucun signe ostentatoire de radicalisme religieux, de propos haineux, ni d'argent d'ailleurs. Quasiment pas de tee-shirts ou de casquettes ornés d'un cheval, symbole guerrier tem. Ni drapeaux. Ni banderoles. Ni drones ou sonos hurlantes comme on en voit à chaque

défilé du parti présidentiel. Le PNP affirme vivre des cotisations volontaires de ses sympathisants et prône la non-violence. « Faure est un frère, insiste Abakar. Mais depuis douze ans, il n'a pas fait de réformes, pourquoi il en ferait maintenant ? On ne le croit plus. »

La rue gronde

Le chef de l'État a certes lancé un processus de révision constitutionnelle qui réintroduit des dispositions de la Constitution de 1992 – le Graal de la contestation – telles que le scrutin présidentiel unilatéral à deux tours et la limitation à deux du nombre de

mandats pour la même personne.

Là où le bât blesse les attentes démocratiques des opposants – leaders et gens de la rue – c'est que le nouveau texte fondamental n'interdirait pas au président actuel de briguer un nouveau mandat de cinq ans en 2020, voire en 2025. Il sera probablement soumis à référendum dans les prochains mois. « Si le régime le fait, c'est qu'il garde une astuce sous la table », énonce Emmanuel qui, comme tant d'autres, ne croit plus à la transparence des élections.

Il ne s'agit là que de théorie. Apparemment, le pouvoir contrôle

tous les leviers : sécuritaire, économique, politique, législatif et judiciaire. Mais la rue togolaise gronde. Un communicant de la présidence reconnaît que « le produit Faure Gnassingbé, un peu artiste, n'est pas le plus facile à vendre ». Ni dans son pays ni chez les voisins d'Afrique de l'Ouest où la longévité de son régime est devenue l'exception. Mais il s'accroche. Et l'opposition ne dispose à ce jour que de l'arme de la rue. Avec tous ses risques de dérapages. Ces derniers jours, quatre personnes ont été tuées lors des manifestations, ou en marge de celles-ci, dans le nord du pays.

Abakar n'a participé qu'à une des deux journées de contestation de fin septembre. Pas par peur d'y perdre la vie : « Si cela peut servir mes enfants, alors que je meurs sous les balles de la police », dit-il. Non. Le premier jour, il se démenait pour ramener 3 000 francs CFA (environ 5 euros) à la maison, « de quoi tenir deux jours et pouvoir manifester le lendemain ». « Vraiment, on les a aimés nos frères du Nord, mais Faure doit partir, lance-t-il comme une supplique. Je ne viendrai pas non plus ici tous les jours. » ■

CHRISTOPHE CHATELOT